La Gazette des Comores

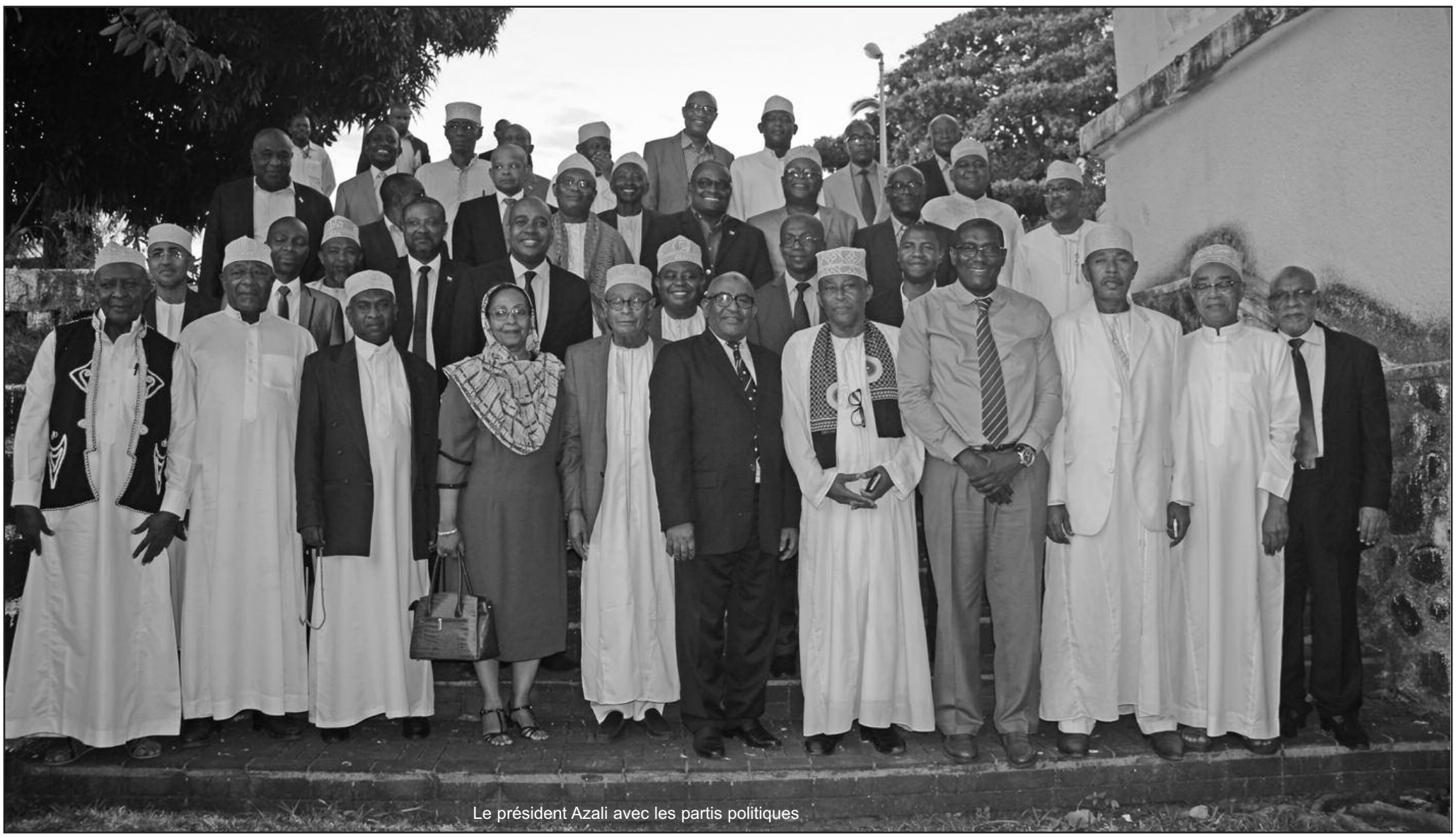
Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

18ème année - N° 2954 - Mardi 11 Juillet 2017 - Prix : 200 Fc

ASSISES NATIONALES

Azali consulte les élus de la nation et les forces vives



Le président Azali avec les partis politiques

42 ANS D'INDÉPENDANCE

Said Hassane Said Hachim dresse un bilan positif *(1ère partie)*

LIRE PAGE 2

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Juillet 2017

Lever du soleil:
06h 28mn
Coucher du soleil:
17h 56mn

Fadjr :	05h 16mn
Dhouhr :	12h 16mn
Ansr :	15h 11mn
Maghrib:	17h 59mn
Incha:	19h 13mn

42 ANS D'INDÉPENDANCE

Said Hassane Said Hachim dresse un bilan positif *(1ère partie)*

En 42 ans d'indépendance Said Hassane Said Hachim tire un bilan positif malgré le départ de nombreux hauts cadres du pays en exponentiel. Dans un entretient exclusif à La Gazette des Comores et l'Ortn l'ancien gouverneur de Ngazidja déplore d'une part la culture de l'impunité et la montée de la délinquance en col blanc.

Said Hassane Said Hachim

A ceux qui disent que l'indépendance des Comores n'a pas produit jusqu'à lors les fruits escomptés, l'ancien chef de la diplomatie comorienne Said Hassane Said Hachim répond que ceux qui avancent de telles opinions font « preuve d'ignorance sur l'histoire du pays. Ceux qui ont vécu avant l'indépendance vous feront constater qu'on n'avait que 11 médecins dans l'archipel dont Dr Ahmada à Mwali, Dr Marcial à Mayotte, Dr Halidi Boura, Dr Vellou, Dr Ben Ali et Dr Matrafi à Ndzouani et cinq autre à Ngazidja ».

Il ne s'arrête pas là pour la base des données des hauts cadres avant l'indépendance, notamment trois ingénieurs et trois professeurs à l'époque dont Ali Mroudjaé, Mouzaoire Abdallah et un autre d'Anjouan qui ont été des conseillers pédagogiques malgré leur diplômes de professeur. « Est-ce que ces cadres à eux seuls pouvaient conduire les affaires d'un État ? S'est-il interrogé. Aujourd'hui vous verrez qu'on peut comptabiliser une vingtaine de médecins dans une seule localité. Si on comptabilise on peut facilement dénombrer plus de 200 médecins de toutes les spécialités ».

Cet acteur clé de l'indépendance regrette par contre la culture de l'impunité et la montée de la délinquance financière dans le pays. Ce qui fait la tache d'huile post indépendance, d'après lui. « La plupart de la nouvelle génération confond entre bien public et leur propre patrimoine. Certains n'hésitent même pas à se servir de l'argent public comme quelqu'un qui dirige une entreprise familiale et se mettre plein la poche au détriment du pays qui s'appauvrit de plus en plus. C'est la où le bas blesse, a-t-il soutenu. Parce que si vraiment l'argent public peut être détourné aussi facilement, Said Mohamed Cheikh, Said Ibrahim, Ahmed Abdallah et Mohamed Ahmed n'auraient pas pu faire ce qu'ils ont pu réaliser durant leur période de gouvernance ».

Et cet ancien gouverneur de Ngazidja de continuer : « allez y voir quelqu'un comme Said Ibrahim après 40 ou 50 ans de carrière politique, il est décédé avec comme seul héritage, la modeste demeure de la mère de Doudou. Said Mohamed Cheikh 50 ans de carrière politique, il n'a laissé derrière lui que sa résidence de Dashé. Aujourd'hui avec la nouvelle génération on se trouve propriétaire de deux ou quatre villas, des comptes à l'extérieur et des voitures de luxe. Tout cela en moins de deux ans dans un poste quelconque de l'administration. C'est le bilan négatif qu'on tire. »

Said Hassane ne désespère pas toutefois et a confiance qu'un jour ces « gens-là » seront rattrapés par leur passé et que l'argent détourné sera reversé dans les caisses de l'État. « Parce que si on ne trouve pas le courage de demander des comptes, ce qui se passe à l'étranger nous servira de leçon. Si on entend un ancien président ou un ancien ministre en France mis en examens pour un détournement supposé des biens publics. Ce qui va nous servir d'exemple pour la lutte contre le détournement des biens publics ». (Lire la suite de ce long entretien dans notre prochaine édition)

Maoulida Mbaé

PROBLÉMATIQUE DE LA TOURNANTE

Said Larifou continue la sensibilisation à Mkazi

Said Larif toujours en campagne de sensibilisation sur l'Emergence et ses propositions sur les réformes institutionnelles. Ce vendredi après la prière, le leader du Ridja se trouvait à Mkazi. Dans cette 4ème localité, l'avocat politicien estime que «l'accueil, était très convivial».

Le président du parti Ridja ne lâche pas dans ses propositions et la sensibilisation pour l'Emergence. Said Larifou axe ses discussions avec les populations sur notamment la révision constitutionnelle. « C'est un devoir citoyen que je suis entrain d'exercer depuis presque deux mois. Je ne peux pas me taire sur une question qui nous interpelle tous. L'Emergence prônée par le chef de l'Etat n'est pas une affaire d'Azali lui seul mais interpelle tout le monde de l'intérieur comme de l'extérieur», annonce d'emblée, Said Larifou, président du Ridja, après la prière du vendredi à la grande mosquée de Mkazi.

Devant une foule nombreuse, le leader de Ridja ajoute que l'objectif de ses tournées est d'expliquer à la population comorienne que « avec la tournante, l'Emergence ne peut pas bien s'installer. L'un va tuer l'autre. C'est pourquoi, dit-il, je propose des reformes constitutionnelles ». Pour lui, « il faut que cette campagne de sensibilisation touche toutes les couches sociales afin qu'elles comprennent qu'il n'y aurait pas un développent réel sans des reformes constitutionnelle».

Cet avocat s'est ensuite rendu à la place publique, où il a tenu le même discours devant la jeunesse. « Je suis parmi les personnes qui adhèrent à l'idée du Mouvement du 11 août, soulevé par M. Bazi Sélim», indique Me Larifou. « Je pense qu'il serait important de tenir un débat sérieux, qui ne sera pas personnalisé. Un débat qui ne sera pas du pouvoir mais des dirigeants du pays et qui va concerner tout le monde », propose-t-il, avant d'annoncer qu'il va continuer de sensibiliser la population afin qu'elle comprenne la situation et la nécessité de tenir ces assises.

Said Larifou à Mkazi

Said Larifou dit être conscient que « nous ne sommes pas dans une période de campagne électorale mais cela ne nous empêche pas nous, politiciens, de continuer à monter nos visions sur l'avenir du pays ». Après la Ngazidja, ce sera le tour de Mohéli et Anjouan de recevoir la tournée de Larifou.

Ibnou M. Abdou

POLITIQUE

La coordination de la CRC Bambao divisée

Dimanche, une tendance de la coordination du parti CRC dans le Bambao a organisé une assemblée générale pour renouveler leur bureau. Les élus des cellules de Bambao Ya Mboini, Bambao Yahari et Bambao Ya Djou, qui composent la coordination régionale et qui serait habilitée à convoquer cette rencontre, n'ont pas été informés et dénoncent une tentative de déstabilisation.

Membres de la Coordination CRC à Bambao

La coordination du parti CRC (Convention pour le renouveau des Comores) dans le Bambao a dénoncé une tentative de déstabilisation d'une partie de ses membres. Dimanche, une assemblée générale a été organisée à Mwandzadza Mboini à leur insu pour le renouvellement de la coordination du parti dans la région.

Le Secrétaire général de la cellule de Bambao Ya Mboini, Omardine Mohamed, a dénoncé une « réunion illégale » et appelle le bureau national du parti à réagir. Il estime qu'une tendance du parti veut détruire la cohésion et le dynamisme des militants des cellules locales et de la coordination régionale.

Pour Elarif Djabir, secrétaire général de la cellule de Bambao Ya hari, les organisateurs de l'AG du dimanche dernier ont violé le statut du parti et veulent modifier les instances statutaires à savoir le secrétariat régional et les cellules locales.

Les deux secrétaires ont tenu à interpeller les instances de la CRC pour que des sanctions soit prises à l'encontre des « putschistes ». « Nous appelons le bureau de la CRC à réagir et faire respecter les textes qui régissent le parti », a déclaré Omardine Mohamed, SG de la cellule de Bambao Ya Mboini. La CRC qui est le principal parti de la coalition au pouvoir, fondé en 2002 autour de la candidature d'Azali Assoumani pour son premier mandat, semble traverser une crise de leadership interne.

Al-hamdi A. Hamdi

ASSISES NATIONALES

Azali consulte les élus de la nation et les forces vives

Le président de la République consulte les partis politiques, les élus et les institutions après avoir assuré son adhésion sur l'organisation des assises nationales pour le bilan des 42 ans d'indépendance, une idée chère au Mouvement du 11 août conduit par Ali Bazi Selim, un des acteurs de l'indépendance.

Le président Azali Assoumani a mené une intense activité à la veille de la célébration de la fête de l'indépendance. Après avoir assuré son adhésion au mouvement du 11 août présidé par une des figures des premières années de l'indépendance Ali Bazi Selim, c'est au tour des partis politiques, les élus de la nation et des institutions d'être consultés par le chef de l'État.

En ligne de mire une révision profonde de la constitution de 2001 qui trouve une forme de consensus du moins pour les partis qui ont répondu présent à la rencontre de Beit-salam. L'idée des consultations semble aussi trouver l'adhésion de la classe politique à en croire les propos tenus par Houmed Msaidié secrétaire général du parti Radhi. « Je pense que le concept trouve l'adhésion de tous les partis dès son lancement mais la divergence repose sur le moment durant lequel on devait les (assises : ndlr) tenir. Certains ont voulu qu'elles soient organisées avant les élections et d'autres ont suggéré qu'elles soient tenues après les élections », a-t-il déclaré.

« Peut-on ne pas soutenir une telle initiative qui engage de surcroît l'avenir du pays ? » S'est interrogée Moina Halima Mhoudine (membre du parti Juwa) affirmant que « il est temps de faire ce bilan surtout après ce que le pays a traversé durant ces 42 années d'indépendance ». A l'en croire, il est aussi temps de faire le bilan de la tournante avec ses forces et faiblesses.

Anzaouir Ben Alioiou directeur de cabinet du ministre de l'intérieur est du même avis et appelle à son tour à une révision profonde de la constitution. « Certes le nouvel ensemble comorien nous a épargné l'instabilité politique et a permis des alternances. Mais elle a fait en même temps le lit du régionalisme et l'insularité et sape toute idée de continuité du pouvoir », a-t-il assuré. Et ce juriste de continuer en disant que « nous avons l'impression que tous les cinq ans, c'est l'éternel recommencement ».

« Depuis hier (mardi), j'ai constaté qu'on parle le même langage, espérons le meilleur pour notre pays », dira le chef de l'État après avoir suivi les interventions des uns et des autres. Azali Assoumani pense que le moment est propice pour pouvoir aborder sans passion, ni arrière pensée le bilan de 42 ans de l'indépendance et les 20 ans de la tournante. Le chef de l'État qui dit y songer depuis qu'il était redevenu simple citoyen. « Le bilan s'impose maintenant avant qu'une situation fâcheuse ne vienne tout chambouler », a-t-il fait savoir. Dans son allocution prononcée lors de la Garden party à Beit-salam, le président de la République a mis en garde contre toute tentative de récupération des assises à des fins séparatistes.

Maoulida Mbaé

PREMIÈRE ÉDITION DU SALON NATIONAL DE L'ARTISANAT

Le président est « ému »

A la fermeture du salon national de l'artisanat, le président de la république n'a pas caché son émotion devant 4 groupes traditionnels représentant les 4 iles des Comores. Après 3 jours d'animation culturelle, le chef de l'Etat a clôturé ce salon placé sous le thème « l'écologie dans le désir contemporain » sur une note de satisfaction.

Dans une tenue traditionnelle, le président de la république déclare sa satisfaction totale et sans réserve par rapport à l'organisation du salon national de l'artisanat comorien tenu du 7 au 9 juillet dernier. Après avoir assisté au spectacle de fermeture, les yeux ébahis pendant presque 3 heures, Azali Assoumani déclare avoir passé « un moment de détente directe. Cela m'a permis de m'évader en mettant de coté pour un moment les différents soucis du pays». Il s'exprimait ainsi, dimanche soir, à la fermeture du tout premier salon de l'artisanat comorien lancé sous le thème : « l'Ecologie dans le désir contemporain. L'artisanat levier du tourisme».

L'île comorienne de Mayotte était le grand invité de cette manifestation qui a réuni quatre groupes de danse traditionnelle. Chacun a monté son talant folklorique, lors de la clôture. « Je suis personnellement touché par l'ouverture de ce salon. Je suis parfaitement fier du déroulement des activités qui démontre qu'on est sur la voie de l'émergence des Comores », se félicite le chef de l'état qui qualifie de « grand événement », ce salon.

En présence de certains ministres, Azali espère que le gouvernement va appuyer ce salon. « Si le ministre de finances accepte, on allait organiser une activité identique chaque mois, parce que cela permet de voir les enfants des quatre îles ensemble», propose le locataire de Beit Salam. En s'adressant directement aux Mahorais, le président leur rassure que « nous sommes des frères. Donc, nous tous, nous sommes des comoriens frères et sœurs. Certes, il y a quelques divergences politiques mais cela de ne nous empêche pas de nous côtoyer et organiser ce genre d'activés qui nous rassemblent».

Le salon national de l'artisanat parrainé par l'Uccia (Union des chambres de commerce) est une « aubaine pour l'émergence », pense Ahmed Bazi. Puisque, indique-t-il, « on veut réduire le taux du chômage à 14 à 10% d'ici 2019 ». Pour la directrice générale du Centre national de l'artisanat Comorien (CNAC), c'est un moyen de faire revenir la diaspora comorienne dans sa résidence naturelle. « Grâce à mes échanges avec ces jeunes talentueux comoriens, ces trois jours, j'ai découvert qu'il n'y pas mal de jeunes comoriens ont du savoir faire bien qualifié. Donc, il faut les encourager pour venir s'installer et l'exercer sur place », se réjouit Rahamatou Goulam qui réussit là où les hommes politiques échouaient en rassemblant les comoriens des 4 iles autour de l'artisanat.

Ibnou M. Abdou

PÈLERINAGE 2017

Les Comores réclament une augmentation du quota

L'Etat comorien a formulé une demande auprès de l'Arabie Saoudite pour une augmentation du quota des pèlerins actuellement fixé à 900.

"*Nous voulons passer de 900 à 1200, voire plus* », a annoncé devant la presse le directeur de cabinet du chef de l'Etat, samedi 8 décembre. Youssoufa Mohamed Ali annonce qu'une mission devrait partir à Riyad le même jour (samedi) pour « signer toutes les conventions et contrats ».

Les logements sont déjà réservés, toujours selon le premier collaborateur du président de la République, et « l'Etat a déposé pratiquement 300 millions » de nos francs à cet effet. « Nous œuvrons pour que l'édition de cette année se passe dans de meilleures conditions que la précédente », aspire celui pour qui cette année ils disposent largement du temps pour les préparatifs contrairement à l'année dernière où ils n'avaient que « presque 20 jours ».

Dans cette rencontre avec la presse, Youssoufa Mohamed Ali met en garde les agences qui organisent le voyage vers les Lieux saints de l'islam. Ces dernières vont se voir soumettre un cahier de charges réactualisé auquel, elles devront se conformer point par point. « C'est un contrat de résultat. Chaque agence qui manquera à ses missions, nous allons la punir. Nous allons la rayer de la liste », prévient-il sans exclure un accompagnement accru de la part de l'Etat « parce que nous croyons que les emplois sont crées par les PME (petites et moyennes entreprises, allusion aux agences, Ndlr) ».

Toufé Maecha

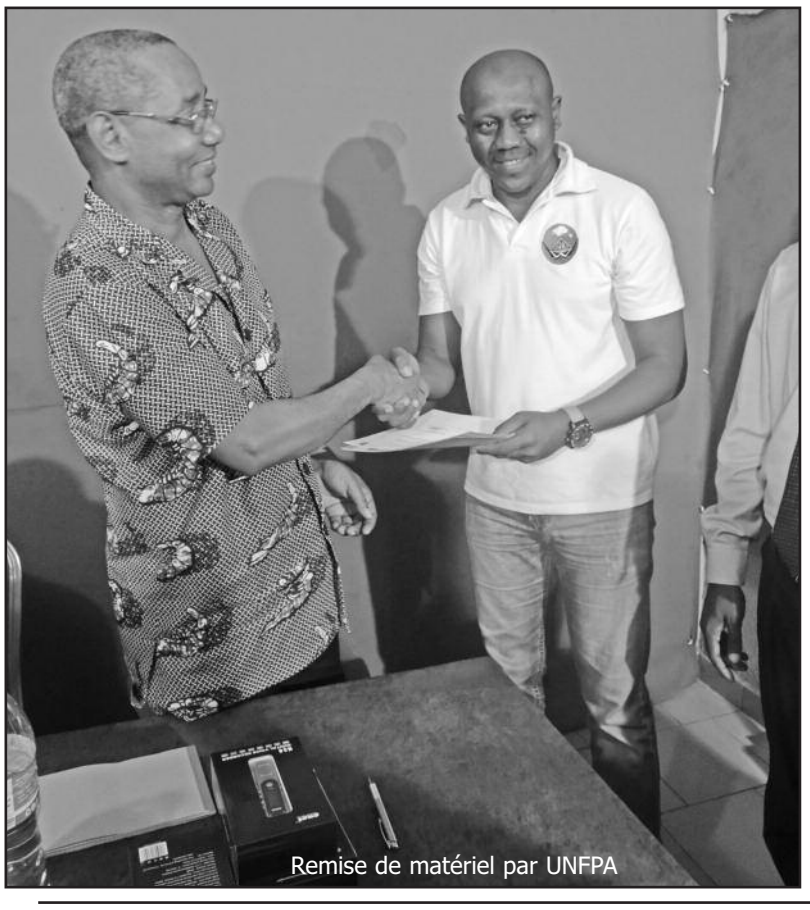
Youssoufa Mohamed Ali directeur de cabinet du chef de l'Etat

La Gazette des Comores
B.P. 2216 - Tél. 76 26 20
Email: la_gazette@comorestelecom.km

Fondateur
Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication et Rédacteur en chef
El-Had Said Omar
Rédaction
A. Mmagaza
Maoulida Mbaé
Mohamed Youssouf
M.I.M Abdou
Toufé Maecha
Chronique Sportive
B.M. Gondet
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Secrétaire de rédaction
Sanaa Chouzour
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Rahamatouallah Youssouf
Collaborateurs
HZK-Presse SARL
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie

AIDE À LA PRESSE

L'Unfpa appuie les journalistes comoriens


Remise de matériel par UNFPA

Le Réseau des journalistes engagés pour la population vient de recevoir du matériel de production. C'est l'assistant du représentant à Moroni de l'Unfpa (Fonds des Nations-Unies pour la Population), qui a remis ce lot au président de ce réseau en présence des membres du groupe.

Samedi dernier, le président du Réseau des journalistes engagés pour la population a reçu un lot de matériel de production de la part de l'Unfpa. Il s'agit d'enregistreurs audio pouvant faciliter le quotidien des journalistes. « C'est un grand appui pour les journalistes dans leur travail quotidien. J'espère que ce matériel va nous permettre de bien servir la population », se félicite Maoulida Mbaé.

Lors de la cérémonie de remise, tenue à l'Office de Radio et Télévision de Ngazidja, l'Assistant Représentant de l'UNFPA parle des matériels qui vont aider les membres du Réseau à produire des émissions prêtes à être diffusées dans leurs médias respectifs. « Quand on s'engage à être un journaliste engagé pour la population, ce n'est pas pour détruire ou de critiquer tout ce qui se passe mais plutôt de se demander son rôle en vue du développement, social, économique, humain et culturel de son pays », instruit Mamadou Boina Maecha avant de confier ce don aux médias (HaYba FM, Alwatwan, La Gazette des Comores, Rtmc M'beni, ORTN, Sud Ouest Radio, Djamaan FM,...). Chacun de ces organes de presse a obtenu entre autres des enregistreurs et casques.

Cette remise entre dans le cadre de la préparation de la Journée mondiale de la population qui se célèbre ce mardi à Koimbani, dans la région d'Oichili. Des actions qui s'associent à la sensibilisation du public aux problématiques relatives à la population, notamment leurs liens avec les questions ayant trait à l'environnement. Une date (11 juillet) suggérée en 1989 par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour devenir la Journée mondiale de la population. Il s'agit d'un prolongement de la Journée des cinq milliards célébrée le 11 juillet 1987, qui vise à attirer l'attention sur l'importance cruciale des problématiques relatives à la population, plus spécifiquement dans le contexte du développement global. La première Journée mondiale de la population a été célébrée par plus de 90 pays le 11 juillet 1990.

Cette année, cette date revêt une importance particulière car les Comores se préparent à organiser le 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat en septembre prochain. Un recensement qui doit servir à collecter des données pour élaborer et évaluer objectivement les politiques publiques et les stratégies de développement dans les domaines économiques et sociaux du pays.

Ibnou M. Abdou

SOCIÉTÉ

Le projet RCIP4 mise sur la stimulation de la demande

Les responsables du projet RCIP 4 et le président de l'Association des maires s'étaient réunis mercredi dernier pour annoncer la mise en place d'une nouvelle composante qui est la stimulation de la demande. Elle aura comme but de créer un secteur privé dynamique mais aussi aider les universitaires, hôpitaux, les communes et les écoles à avoir accès à un internet de haut débit à bas prix.

Le Programme d'Infrastructure Régionale des Communications en Afrique (RCIP 4) englobe trois composantes ici en Union des Comores. Une composante sur l'environnement propice, sur la connectivité et enfin sur la gestion des projets. En plus de la composante axée sur l'offre, le projet a annoncé une autre composante sur la stimulation de la demande. Le projet va proposer aux universitaires, hôpitaux, communes, écoles et pépinières d'entreprises un internet de haut débit à des prix abordables.

« Un cabinet international a déjà fait le travail sur la stimulation de la demande. Et de notre côté, on va mettre à disposition le matériel nécessaire pour aider ces personnes à se connecter avec le monde », explique Nadiata Bacar, point focal sur la stimulation de la demande au projet RCIP 4. Le projet va procéder aussi à une formation des formateurs sur les utilisateurs. « Il s'agit là d'une étape vers la baisse des prix des services à haut débit dans le pays et vers l'amélioration de la diversité de l'offre », lance à son tour Haydar Souef, le chargé de communication du projet RCIP 4.

Pour pouvoir bénéficier du matériel, le projet avait fixé un certain nombre de mesures à respecter surtout sur la sécurisation du site en question. Et le président de l'Association des maires a montré que cette close a été respectée dans les 54 communes de Ngazidja. « L'ensemble des communes a une salle sécurisée et un environnent hygiénique propice », avance Djoumoi Said Abdallah. Les maires ont aussi sensibilisé les jeunes sur l'utilisation de ce matériel. Selon les estimations du projet, tout doit être effectif avant la prochaine rentrée scolaire.

Mohamed Youssouf

COOPÉRATION PARIS-MORONI

Macron prêt pour un « dialogue franc et constructif » avec les Comores

Un « dialogue franc et constructif » entre les Comores et la France, c'est le souhait d'Emmanuel Macron, le tout nouveau président de la République française qui a adressé ses vœux au peuple comorien et à son homologue Azali Assoumani pour la célébration du 42éme anniversaire de l'Indépendance.

Emmanuel Macron serait prêt à poursuivre un « dialogue franc et constructif » avec le président de l'Union des Comores, Azali Assoumani. Il l'a fait savoir dans les vœux adressés au peuple comorien à l'occasion de la fête nationale.

Le président français a aussi manifesté sa volonté de « tisser des liens encore plus étroits » entre la France et les Comores et le peuple français et comorien. Il a également assuré que « le Haut Conseil paritaire Franco-Comorien » devrait pouvoir se « tenir dans les meilleurs délais pour amorcer un travail commun au service du développement économique et social de l'archipel ».

M. Macron a émis le souhait de rencontrer le chef de l'Etat comorien et a notamment évoqué son souhait de voir le Conseil extraordinaire de la Commission de l'océan Indien, prévu en septembre, être un « grand succès pour l'ensemble de la région ». Cette rencontre sera consacrée à l'évolution institutionnelle de l'organisation et aux questions administratives et budgétaires de l'organisation régionale.

A.A.Hamdi

macron à Mayotte

Proverbe du jour

Le navire qui n'obéit pas au gouvernail devra bien obéir au récif.

ATTRIBUTION DE LA CARTE DE PRESSE

Les premières cartes attendues à la fin Juillet

Depuis cette semaine, les différents organes de presse ont reçu les formulaires en vue de l'obtention de la carte de presse. Et les premières cartes sont attendues d'ici la fin de ce mois de Juillet.

Les journalistes comoriens vont obtenir pour la première fois leurs cartes de presse d'ici la fin du mois de Juillet. Les membres de la commission en charge de la carte de presse vont se réunir du 17 au 19 juillet pour étudier les dossiers. Au cours de l'année, le Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel (CNPA) organise deux sessions d'attribution de la carte. « Prochainement, se tiendra la première session au cours de laquelle nous allons étudier les dossiers en notre possession et trancher par la suite selon les critères établis et connus », explique Kamal'Eddine Saindou, le coordinateur national du CNPA.

Pour cette première session, la commission va inviter un huissier de justice pour suivre la rencontre afin d'avoir un autre regard. « Nous estimons avoir un bon nombre de dossiers et en cas de refus, les candidats auront droit à un recours d'où la nécessité d'avoir un huissier de justice.

Le CNPA va ainsi organiser une cérémonie officielle pour la remise officielle de la carte de presse. En marge de cette cérémonie, ils vont en profiter pour honorer la première génération des journalistes comoriens en leur remettant des cartes honoraires. « L'idée est de créer un lien entre la première génération des journalistes et les jeunes et écrire l'histoire car la presse comorienne a son histoire », avance Kamal'Eddine Saindou.

Pour montrer l'importance de cette carte de presse, le CNPA s'est déplacé dans les deux autres îles pour sensibilisation et apporter par la suite les dossiers. La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 10 juillet prochain.

Mohamed Youssouf

COURRIER

Une manne de 70 milliards de francs comoriens par an

Les transferts d'argent des immigrés africaines vers leurs pays d'origine est une manne financière importante qui canalise tout l'intérêt des organismes financiers, mais il est aussi important de canaliser ces sommes vers des projets d'investissement favorables à un développement pérenne du continent africain. C'est à cette préoccupation que veut répondre la France, qui met en œuvre dans le cadre de sa politique d'aide au développement une démarche originale visant à soutenir les actions des migrants présents sur son territoire en faveur du développement de leurs pays d'origine.

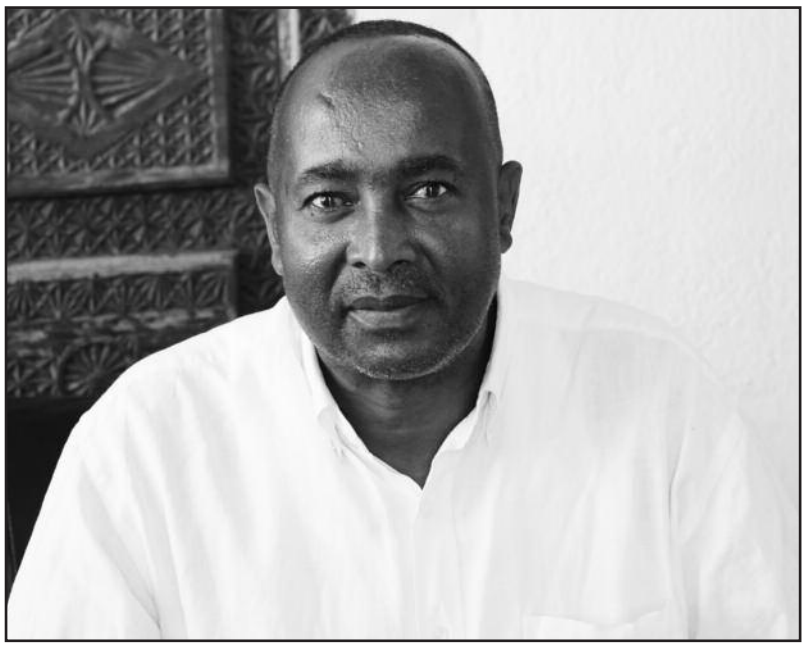
Pour prendre une comparaison, la communauté malienne, comme d'autres communautés d'émigrés d'Afrique, est très structurée et maintient des liens serrés avec son pays d'origine. Les immigrés, même loin de leurs pays, demeurent sous le contrôle social de leur communauté, organisée en « village bis », respectent les règles de la hiérarchie et les chefs. Au Mali, on l'estime à hauteur de 1/3 du budget de l'Etat. Le Mali a formulé au niveau national une politique pour canaliser les transferts monétaires sur des projets notamment la réalisation de micro projets de santé avec dispensaires, maternités et centres de soins.

Certes, les émigrés sont ainsi l'un des premiers agents de développement. Qu'en est-il des Comoriennes ? La communauté comorienne dans son ensemble est peu organisée. Des associations d'immigrés existent, mais sont peu développées. Elles s'occupent souvent d'activités culturelles. L'immigration comorienne en France est très variée, on y trouve d'abord ceux qui sont d'origine rurale, plus ancienne installée et attachée à leur culture traditionnelle. Puis les flux récents ont amené des migrants en situation irrégulière qui connaissent la marginalité, ceux-là sont originaires aussi bien de zones rurales et ne peuvent être considérés comme des migrants permanents.

Aux Comores, le rôle de l'émigration est reconnu depuis plusieurs décennies, c'est une source de devise dont le montant atteint 70 milliards de francs comoriens par an. Certes, tout cet argent n'est pas destiné aux activités économiques que l'on pourrait souhaiter dans un pays confronté à une difficulté de taille. Et il me semble qu'à présent la question fondamentale qu'il faut se poser et celle-ci. Mais pourquoi donc, la France souffre d'une image négative auprès de la population, où plus de la population d'un pays indépendant sont français ?

Nul n'est en mesure de répondre à cette question. Comme disent les anciens, c'est facile de regarder et critiquer positivement où négativement un match de football quand le joueur court dans tous les sens. On pense, par exemple, aux 3200 boites de Coca Cola, importées, qui sont offertes pendant les festivités, ainsi que les habits de cérémonie, bijoux que le grand mariage « ANDA » est aujourd'hui installé dans un vocabulaire « le développement durable » soutient ainsi. Un développement durable qui n'est pas comme les autres à l'instar de nos voisins, l'ile Maurice qui a une belle longueur d'avance dans tous les domaines sans exception.

Salim Maabad



Nos points de vente

Nassib Itsandra	Au paradis du livre
Nassib volovolo	Mag Mrket
Nassib Bacha	Station Filling
Nassib Kalfane	Librairie A la Page
Gare du nord	Nouveauté
Chez Kamardine Matelec	Bus Place de France
Wadaane coulé	Karthala chez Tati
Hadoudja chez Soroda	Magasin Mzé Cheik Gobadjou
Hadoudja chez Nadi	Café de la Médine Badjanani
Pâtisserie Pain Soleil Magoudjou	Said Bacar Djomani

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

UNION DES CHAMBRES DE COMMERCE D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE DES COMORES

U C C I A

جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية

اتحاد غرف التجارة والصناعة والزراعة في جزر القمر

COMMUNIQUÉ UCCIA

RECOUVREMENT DU DROIT DE STATIONNEMENT DES TC

Ce samedi 7 juillet 2017, les usagers du port de Moroni, plus précisément les importateurs locaux, ont dû faire face à une situation de blocage lors du paiement des droits de stationnements des TC.

En effet, il se trouve que le recouvrement du droit de stationnement des TC, est réclamé à la fois par l'APC-Autorité portuaire des Comores mais aussi par l'opérateur de manutention Moroni Terminal.

Ainsi, face à cette situation inédite, qui se traduit par une paralysie des activités des importateurs comoriens, et tenant compte des préjudices que cela peut entraîner pour les opérateurs.

L'UCCIA, préoccupée et mobilisée dans la recherche d'une solution rapide pour le dénouement de cette crise aux lourdes conséquences :

- Appel à un retour immédiat à la normale, sur l'ensemble de la plateforme de Moroni.
- Décline sur les deux entités que sont l'APC et Moroni Terminal la responsabilité de toute éventuelle situation de surestarie.
- Exhorte les autorités compétentes à prendre les dispositions nécessaires pour garantir le fonctionnement et l'exploitation réguliers du port de Moroni, dans le respect des textes en vigueur et des normes en la matière.

SERVICE COMMUNICATION UCCIA

FOOTBALL : CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES NATIONS

La liste de l'équipe nationale dérange !

En ce mois de juillet, les Comores affrontent le Lesotho dans une double confrontation entrant dans le cadre des éliminatoires du Championnat d'Afrique des Nations (Chan). Une compétition ouverte exclusivement aux éléments qui évoluent dans les championnats nationaux. Aux Comores, la liste établie dérange déjà. Chamitet, principal coach national, assure la destinée des Comoriens, qui doivent vaincre pour convaincre. Le 1er duel aura lieu à Moroni ce samedi 15 et le 2e, à Maseru le vendredi 21. Reportage.

Chamitet Abdourahamane Mohamed s'explique. Sur le regroupement, il est clair : « On avait prévu de regrouper la présélection au début de la semaine. Les joueurs de Ngazidja sont revenus de Fomboni le week-end. Ceux des îles, le lendemain. L'amorce des séances d'entraînement se fera avec un peu de difficulté. On revient d'une longue période de pause ».

Certains analystes sportifs pensent que la récente phase nationale de la coupe de la fédération a servi aussi de repère pour renforcer l'opération de détection et de présélection. « Non ! La liste a été élaborée par rapport aux compétitions régionales, championnat, et autres tournois. Pendant plus d'un mois, les ligues n'ont pas organisé des compétitions, à cause du ramadan. A Moili, c'était une sorte de réveil musculaire », clarifie-t-il. La présélection ne fait pas l'unanimité. Deux joueurs bien adulés [Lucky Dube et Duomede, ndlr] de la sélection de Ngazidja ont été remerciés. La rue crie au scandale et réclame leur intégration.

Est-ce responsable et raisonnable ? « Écoutez, tout le monde peut-être coach. Cinq coaches feraient cinq sélections. Un entraîneur-adjoint pourrait établir une liste différente de sa hiérarchie. Soyons sportifs. Je fais mon travail avec conviction. Je prépare un groupe qui va défendre le flambeau national. Je n'ai rien à me reprocher. Le regroupement se passe bien ». Certains présélectionnés confirment la thèse. « La critique est facile, mais l'art est difficile », dit-on. Le staff technique a su instaurer un environnement motivationnel. En clair, Anjouanais, Mohéliens et Grands-comoriens œuvrent en symbiose. Tout se déroule dans un climat ouvert et sain d'émulation. Fundi Chamitet, bonne chance. Le public sera présent en masse le samedi prochain.

Bm Gondet

Abderemane Mohemed CHAMITE

PÉTANQUE : CHAMPIONNAT D'AFRIQUE À TUNIS

Les petanqueurs comoriens attendus en septembre 2017

Après la 5e édition tenue au Tchad en 2015, la Fédération Tunisienne de Boules et Pétanque accueille l'édition 2017 du Championnat d'Afrique de Pétanque en septembre prochain. Si les péripéties techniques et la lourde charge financière qui accablent la Fédération Comorienne de Pétanque (Fcp) ne font pas obstacle, les joueurs nationaux pourrait partager la fête, sous la direction du nouveau secrétaire général de la haute instance de la discipline, Younoussa Mmadi Msa, élu le dimanche 09 juillet dernier.

L'édition 2017 du Championnat d'Afrique de Pétanque se tient en Tunisie du 06 au 08 septembre prochain, sous l'égide conjointe de Madame la Ministre tunisienne des affaires de la Jeunesse et des Sports et de la Confédération Africaine de Sport Boule. Que pense le nouvel homme fort de la Pétanque comorienne, une discipline qui accuse de lourdes charges financières, dues aux arriérés impayés des cotisations annuelles ?

Surplace, la Tunisie prend en charge les frais de séjour de cinq personnes, dont une triplette, un entraîneur et le chef de délégation. Pour les accompagnateurs, une contribution de 50 euros, couvrant hôtellerie, restauration et déplacements internes, sera exigée. Le bouleversement survenu au secrétariat encombrera-t-il ce voyage sportif ? « Non ! Un changement de tête ne veut pas dire bouleversement. C'est une continuité », apaise un membre du staff administratif de la Fcp.

Aller de l'avant

Après 18 ans de bons et loyaux services au sein de la Fcp, au titre de secrétaire général, désormais moins disponible, Bacar Madi Ali Madi cède la place à un jeune dynamique et ouvert au dialogue, Younoussa Mmadi Msa, directeur général de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports. Il est sociétaire de Super Canon Club de Salimani d'Itsandra. Younoussa évoque son plan d'action. « C'est une lourde responsabilité. Mais, avec la collaboration des collègues, nous accomplirons notre mission. Je compte impulser les jeunes pour mieux assurer une relève de qualité. La professionnalisation des compétiteurs me préoccupe aussi. Sur le plan international, nous devons présenter une équipe nationale compétitive et combative pour crédibiliser la discipline. La Fcp est secouée par une crise financière. Mais, cela ne doit pas servir de prétexte pour baisser les bras. Il faut aller de l'avant. Et nous réussirons ».

Bm Gondet